

La formation des imams au Maroc intéresse la Belgique

Maroc Mais l'islam marocain, modèle en Afrique de l'Ouest, serait inadapté au contexte belge.

Reportage Julie Chaudier
Correspondante à Casablanca

Nous avons, dans des pays comme la Belgique, un manque d'attention pour la formation des prédicateurs et des imams, un domaine où le Maroc a une bonne expérience", a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), au terme d'une rencontre avec Mbarka Bouaida, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc, en marge de la 28^e session du Conseil des droits de l'homme (CDH), lundi 2 mars.

Le Maroc a lancé la construction, en mai 2014, de l'Institut Mohammed VI de la formation des imams, morchidiens et morchidates. Il doit permettre de former près de 500 imams en même temps. Le Maroc a déjà reçu et formé pendant deux ans 500 imams maliens, et s'est engagé à recevoir le même nombre d'imams guinéens. Ces imams africains ont été formés à l'islam "marocain", fondé sur trois piliers: le rite mâlikite, la doctrine ach'arite conçue comme la voie du juste milieu, entre la tradition et la raison, et le soufisme, conçu comme une école cultivant l'amour spirituel qui rejaille dans toute l'existence du croyant. "L'école mâlikite a la particularité d'être très souple, car elle admet plusieurs sources de droit comme le contrat social en plus des textes sacrés", explique Khalid Hajji, secrétaire général du Conseil européen des oulémas marocains, basé à Bruxelles.

Un islam défini et structuré par le Roi

Cet islam a été défini et structuré autour de l'autorité politique du royaume – le Roi étant également Amir al Mouminine, commandeur des croyants – au début du règne de Mohammed VI. "Cette stratégie [...] a pour but d'impulser et de renouveler le champ religieux en vue de prémunir le Maroc contre les velléités d'extrémisme et de terrorisme, et de préserver son identité qui porte le sceau de la pondération, de la modération et de la tolérance", expliquait-il

en 2004, un an après les attentats de Casablanca du 16 mai 2003. "Dans tout le débat qu'on a aujourd'hui sur le radicalisme, on pourrait se tourner vers un partenariat en matière de formation des

imams", estime donc Didier Reynders, onze ans plus tard. "La réussite du modèle marocain en Afrique a attiré l'attention de l'Europe. Il existe certes beaucoup d'écoles en islam, mais le modèle marocain est un modèle stable, déjà construit, institutionnalisé", explique Aziz Hlaoua, sociologue au Centre Jacques Berque de Rabat, spécialiste de l'islam au Maroc. Il se présente comme un modèle clé en main, prêt à l'emploi valide à la fois par son exportabilité en Afrique et par l'une de ses fonctions: contrer des influences religieuses extérieures telles que le salafisme.

L'institution religieuse reliée au pouvoir central mise en place par le Maroc présente l'avantage pour les gouvernements européens de rendre l'islam saisissable, d'offrir des représentants aux musulmans. "Le Conseil européen des oulémas marocains a été formé en 2010 dans la volonté d'accompagner les Marocains d'Europe dans une religiosité compatible avec leur contexte social, entre tradition et modernité, dans une volonté de vivre ensemble", affirme Khalid Hajji.

L'objectif pour le Maroc était triple: étendre son influence, maintenir un lien avec ses ressortissants et leurs descendants et "lutter contre l'extension du chiïsme au sein de la communauté marocaine, en particulier en Belgique", ajoute Aziz Hlaoua.

Chaque année, une trentaine d'imams sont envoyés en Belgique pour le mois de ramadan. Entre 2011 et 2014, entre 600 et 900 imams belges ont également reçu une formation d'une semaine par le Conseil. "La priorité pour nous, en Europe, en plus de la formation des imams au rite mâlikite, c'est l'introduction à la société

européenne par la jurisprudence, la liberté, les valeurs", assure Khalid Hajji. "Ici, les jeunes musulmans sont soumis à toute forme de recrutement et de manipulation."

Un faible rempart contre la radicalisation

La perspective, pourtant, d'importer le modèle de formation marocain pour lutter contre la radicalisation des jeunes musulmans en Belgique ne séduit pas Farid El Asri, anthropologue à l'Université catholique de Louvain et récemment proposé par Joëlle Milquet (CDH), ministre de l'Éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour sensibiliser les professeurs au phénomène de radicalisation dans les écoles. "Est-ce que les imams ont pu participer au processus de radicalisation? Oui, sans doute, mais penser que la formation va répondre à cette problématique, c'est faire erreur. Quand on étudie le profil de ceux qui partent combattre en Syrie, par exemple, on constate qu'ils se radicalisent dans les salles de sports, dans des arrières-cours, via Internet", rappelle Farid El Asri.

Pour le chercheur, ce qui rencontre beaucoup de succès en Afrique de l'Ouest ne correspond pas à la Belgique. "En Europe, la situation est plus complexe. Il y a une multiplicité d'ethnies, d'écoles religieuses, de parcours et de croisements. Le plus pertinent serait de composer avec la multiplicité du monde musulman européen", estime-t-il. Pour l'heure, le ministère de l'Enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles a mandaté une commission pour réfléchir à la mise en place d'une formation publique. "Elle doit faire une proposition en septembre 2015. Le scénario n'est pas encore arrêté. On peut imaginer une formation professionnalisante, une formation universitaire, un institut... Tout dépend du public exact que l'on cible: seulement les imams ou à un public plus large?" interroge Farid El Asri.

"Le modèle marocain est un modèle stable, déjà construit, institutionnalisé."

AZIZ HLAOUA
Sociologue.